

**ORGANISME DE GESTION - ASSOCIATION
D'EDUCATION POPULAIRE
(OGE - AEP)
de l'Etablissement Catholique PRADEAU - LA SEDE**

**14, rue Mesclin
65912 TARBES Cedex 9**

--oOo--

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**



Marc PALASSET

EXPERT COMPTABLE DIPLOME
Inscrit au Tableau de l'Ordre
de la région de Toulouse Midi-Pyrénées

COMMISSAIRE AUX COMPTES
Membre de la Compagnie régionale de Pau



ARGELES-GAZOST : 8, route de Saint Savin - Tél. 05 62 97 15 37
TARBES : 72, rue Maréchal Foch - Tél. 05 62 93 04 04

**ORGANISME DE GESTION - ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE
(OGE - AEP)
de l'Etablissement Catholique PRADEAU - LA SEDE**

14, rue Mesclin
65912 TARBES Cedex 9

--oOo--

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**

--oOo--

A l'assemblée générale de l'association ORGANISME DE GESTION - ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE (OGE-AEP) de l'Etablissement Catholique PRADEAU-LA SEDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ORGANISME DE GESTION - ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE (OGE-AEP) de l'Etablissement Catholique PRADEAU-LA SEDE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les

anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

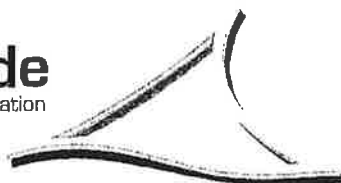
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Tarbes, le 18 février 2025

Le commissaire aux comptes

Marc PALASSET



COMPTES ANNUELS

AU

31 AOUT 2024

**Maternelle, Primaire
Saint-Joseph**

7 rue Richelieu
65380 OSSUN
Tél. : 05 62 32 85 65

**Maternelle, Primaire
Pradeau-La Sède**

26 Promenade du Pradeau
65000 TARBES
Tél. : 05 62 93 13 88
Fax : 05 62 51 96 75

**Collège
Pradeau-La Sède**

14 Rue Mesclin
65912 TARBES Cedex 09
Tél. : 05 62 44 20 60
Fax : 05 62 44 20 67

**Lycée, Supérieur
Lycée Professionnel
Saint-Pierre**

24 avenue d'Azereix
65000 TARBES
Tél. : 05 62 56 33 60
Fax : 05 62 56 33 66

**Lycée, Supérieur
Pradeau-La Sède**

14 Rue Mesclin
65912 TARBES Cedex 09
Tél. : 05 62 44 20 66
Fax : 05 62 44 20 67

BILAN ACTIF AU 31 AOUT 2024

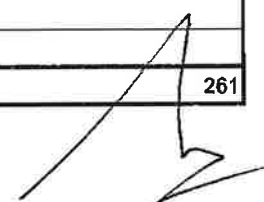
ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	42 351	40 385	1 966	3 893
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	42 351	40 385	1 966	3 893
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	16 407 451	11 857 931	4 549 520	5 016 677
Terrains				
Constructions	13 222 312	9 019 792	4 202 520	4 628 628
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 484 329	2 228 914	255 416	275 635
Autres immobilisations corporelles	700 810	609 225	91 585	112 414
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	35 611	0	35 611	36 401
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 265		2 265	2 265
Prêts				
Autres	33 346		33 346	34 137
Total I	16 485 413	11 898 316	4 587 097	5 056 971
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	105 042	56 128	48 913	33 209
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	507 215		507 215	621 921
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	419 084		419 084	763 251
Charges constatées d'avance	63 787		63 787	61 618
Total II	1 095 129	56 128	1 039 000	1 479 999
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	17 580 541	11 954 444	5 626 097	6 536 970

BILAN PASSIF AU 31/08/2024

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>	312 766	312 766
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	552 743	409 138
<i>Autres</i>		
Report à nouveau	624 102	624 102
Excédent ou déficit de l'exercice	-237 078	143 606
Situation nette (sous-total)	1 252 533	1 489 611
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 930 060	2 034 031
Provisions réglementées		
Total I	3 182 593	3 523 642
FONDS REPORTES ET DEDIES		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	123 315	123 315
Total III	123 315	123 315
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 680 488	2 016 279
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	433 849	685 943
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	155 912	121 021
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	39 615	66 771
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	10 325	
Total IV	2 320 189	2 890 013
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	5 626 097	6 536 970

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	10 049	5 447
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	3 406 798	3 361 926
<i>dont parrainages</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 797 481	1 716 327
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	100 720	18 671
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	11 424	12 422
Total I	5 326 472	5 114 793
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	2 496 480	2 280 387
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	213 402	197 182
Salaires et traitements	1 795 715	1 738 246
Charges sociales	536 652	523 546
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	622 705	636 382
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 715	1 910
Total II	5 667 669	5 377 653
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-341 197	-262 859
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	110	261
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	110	261



COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	33 493	43 454
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	33 493	43 454
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-33 382	-43 192
3 - RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	-374 580	-306 052
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	792	281 820
Sur opérations en capital	136 709	167 838
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	137 501	449 658
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0	0
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	137 501	449 658
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	5 464 083	5 564 712
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 701 162	5 421 107
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	-237 078	143 606
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	636 000	635 000
Bénévolat	10 180	19 254
TOTAL	646 180	654 254
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	636 000	635 000
Prestations en nature		
Personnel bénévole	10 180	19 254
TOTAL	646 180	654 254

ANNEXE



Sommaire :

- Identification de l'OGEC, objet social, activités, moyens mis en oeuvre
- Principes , règles et méthodes comptables - Faits marquants de l'exercice
- Notes sur le bilan
- Notes sur le compte de résultat _____
- Tableau des mouvements des immobilisations
- Tableau des mouvements des amortissements
- Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
- Etat des échéances des créances et des dettes
- Tableau des valeurs mobilières de placement
- Tableau des mouvements des fonds propres
- Tableau de suivi des subventions d'investissements
- Tableau des provisions
- Tableau des fonds dédiés
- Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail
- Tableau des concours publics et subventions
- Tableau du mouvement des emprunts
- Tableau des effectifs scolaires
- Tableau des effectifs du personnel
- Notes

Identification de l'OGEC, objet social, activités, moyens mis en oeuvre

- ORGANISME DE GESTION-ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE (OGEC- AEP) de l'Etablissement Catholique PRADEAU-LA SEDE
- Siège social : 14 rue Mesclin 65000 TARBES
- Date création : 1994
- Quatre sites : Saint-Joseph à OSSUN , la Séde, le Pradeau, Saint-Pierre à TARBES
- Ecole maternelle et élémentaire, collège, lycée technologique, pôle supérieur, lycée professionnel, CFC-CFA

L'association a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement. Les autorités canoniques compétentes sont la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Tarbes et la Congrégation des Filles de la Croix.

Les moyens mis en oeuvre sont décrits en ce qui concerne le personnel dans le tableau des effectifs du personnel et en ce qui concerne les locaux scolaires dans le tableau « Notes ».

Principes, règles et méthodes comptables - Faits marquants de l'exercice

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique)

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux principes et méthodes comptables dans le respect du principe de l'image fidèle et des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.



Notes sur le bilan

Il n'y a pas eu d'événements importants survenus postérieurement à la clôture de l'exercice.

Aucun changement comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

1/ Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Un tableau des mouvements des amortissements est joint.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

TYPES D'IMMOBILISATIONS	MODE	DUREE	TAUX
Logiciels	Linéaire	3 ans et 5 ans	33,33% et 20%
Constructions	Linéaire	5 ,15 20, 30 et 40 ans	de 2,5%à 20 %, de 6,66% à 33,33 %
Agencements	Linéaire	3 ,5, 10 et 15 ans	25% et 20%
Matériel de transport	Linéaire	4 et 5 ans	20% et 10%
Equipements de restauration	Linéaire	5 ans et 10 ans	de 10% à 33,33%
Matériel scolaire	Linéaire	3, 5 et 10 ans	10% et 20%
Mobilier scolaire	Linéaire	5 et 10 ans	de 10% à 33,33%
Matériel de bureau	Linéaire	3, 5 et 10 ans	

2/ Dépréciation d'éléments d'actif

Les créances font, le cas échéant, l'objet de dépréciations pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint.

3/ Echéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint.

4/ Fonds propres

Un tableau des variations des fonds propres est joint.

5/ Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produits exceptionnels (compte 777).

La reprise des subventions d'investissement qui finance des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions. Sur l'exercice, le produit comptabilisé en compte 777 est de 95 475 euros.

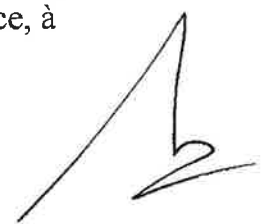
Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints.

6/ Provisions

Un tableau des mouvements des provisions est joint.

L'information sur les engagements de retraite est donnée dans le tableau « Notes ».

Les dépenses de gros entretien et notamment les réfections de toitures sont constatées sous forme de provisions pour gros entretien (PGE) ; la provision pour gros entretien s'élève, à la clôture de l'exercice, à 123 KE: elle concerne des réfections de toiture.



Notes sur le compte de résultat

1/ Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations collectées pour le compte de l'APEL

Les cotisations collectées pour l'APEL, puis reversées sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat.

2/ Information sur les concours publics et les subventions

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint.

3/ Ventilation du chiffre d'affaires

- formation initiale sous statut scolaire	2 478 KE
- formation professionnelle continue	939 KE

Total	3 417 KE
-------	----------

4/ Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels concernent la quote part des subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice d'un montant global de 95 475 euros et la taxe d'apprentissage affectée à l'amortissement des immobilisations pour 41 233 euros.

5/ Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen s'est élevé à 56,51 en ETP (au sens de la Sécurité Sociale).

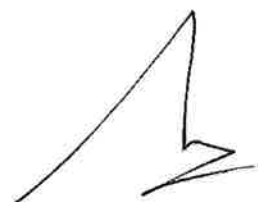


TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

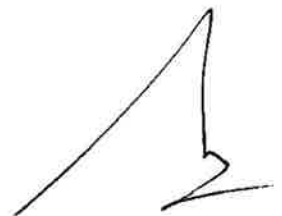
IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement							
	Frais de recherche et de développement							
	Donations temporaires d'usufruit							
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	42 351					42 351	
	Autres immobilisations incorporelles							
	Immobilisations incorporelles en cours							
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
	TOTAL I	42 351	0	0	0	0	42 351	
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)							
	Sur sol propre							
CORPORELLES	Constructions							
	Sur sol d'autrui	13 171 241	51 071				13 222 312	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 407 398	76 932				2 484 329	
	Installations générales, agencements, aménagements	118 119					118 119	
	Matériel de transport	11 292					11 292	
	Autres immobilisations corporelles	19 486					19 486	
	Matériel de bureau et informatique							
	Mobilier	544 887	7 026				551 913	
	Chéptel et immobilisations corporelles diverses							
	Immobilisations corporelles en cours							
FINANCIERES	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés							
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)							
	TOTAL II	16 272 423	135 029	0	0	0	16 407 451	
	Participations et créances rattachées							
	Autres titres immobilisés	2 265					2 265	
	Prêts et autres immobilisations financières	34 137			791		33 346	
	TOTAL III	36 401	0	0	791	0	35 611	
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	16 351 175	135 029	0	791	0	16 485 413	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements affectés aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	38 458	1 926			40 385	
	Autres Immobilisations incorporelles						
	TOTAL I	38 458	1 926	0	0	40 385	
	Agencements et aménagements de terrains						
CORPORELLES	Sur sol propre						
	Constructions	8 542 613	477 179			9 019 792	
	Sur sol d'autrui	2 131 762	97 151			2 228 914	
	Installations techniques, matériel et outillage Industriels						
	Installations générales, agencements, aménagements	112 890	927			113 816	
	Matériel de transport	11 292				11 292	
	Autres immobilisations corporelles	19 468	19			19 486	
	Matériel de bureau et informatique	437 721	26 910			464 631	
	Mobilier						
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses						
	TOTAL II	11 255 746	602 185	0	0	11 857 931	
TOTAL GENERAL (I + II)		11 294 204	604 112	0	0	11 898 316	0

TABEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles			
		• Corporelles			
		• Financières			
	Stocks et en-cours				
	Créances clients et usagers (familles, élèves)	43 605	18 593	6 070	56 128
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	TOTAL	43 605	18 593	6 070	56 128
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		18 593	6 070	



ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	33 346	33 346	
Sous-total créances de l'actif immobilisé	33 346	33 346	
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	105 042	105 042	
Créances reçues par legs et donations			
Créances sociales et fiscales	56 764	56 764	
Autres créances (à détailler si besoin)	450 452	450 452	
Sous-total créances de l'actif circulant	612 257	612 257	
TOTAL CREANCES	645 603	645 603	

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SURETES REELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 680 488	213 814	774 259	692 415	
Emprunts et dettes financières divers					
Sous-total dettes financières	1 680 488	213 814	774 259	692 415	
Dettes fournisseurs	433 849	433 849			
Dettes des legs et donations					
Dettes fiscales et sociales	155 912	155 912			
Dettes sur immobilisations					
Autres dettes	49 940	49 940			
Sous-total autres dettes	639 701	639 701			
TOTAL DETTES	2 320 189	853 515	774 259	692 415	

TABEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)	à la clôture (31/08/N)						à la clôture précédente (31/08/N-1)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	312 766				312 766
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	409 138	143 606			552 743
Report à nouveau	624 102				624 102
Excédent ou déficit de l'exercice	143 606		-237 078	143 606	-237 078
Situation nette (sous-total)	1 489 611	143 606	-237 078	143 606	1 252 533
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	2 034 031		32 738	136 709	1 930 060
Provisions réglementées					0
TOTAL DES FONDS PROPRES	3 523 642	143 606	-204 341	280 314	3 182 593

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	312 766				312 766
Fonds propres statutaires	312 766				312 766
Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Ecart de réévaluation					
Réserves	409 138	143 606	0	0	552 743
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	98 395	143 606			242 000
Autres	310 743				310 743
Report à nouveau	624 102				624 102
Excédent ou déficit de l'exercice	143 606		-237 078	143 606	-237 078
Situation nette (sous-total)	1 489 611	143 606	-237 078	143 606	1 252 532
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 034 031		32 738	136 709	1 930 060
Subventions d'équipement	2 034 031		32 738	136 709	1 930 060
dont Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	67 635		21 914	41 233	48 316
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	3 523 642	143 606	-204 340	280 314	3 182 593

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
Montant nominal :				
Subventions	4 568 191	32 738	65 562	4 535 367
TOTAL	4 568 191	32 738	65 562	4 535 367
Quotes-parts virées au résultat :				
Subventions	2 534 161	136 709	65 562	2 605 307
TOTAL	2 534 161	136 709	65 562	2 605 307



2 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Date	Origine	Biens subventionnés	Montant à l'origine	Durée d'amortissement	Montant à l'ouverture	Montant viré au résultat	Montant à la clôture	Montant net
01/09/2001	Conseil Régional	Equipements Bâtiment E	1 241	30 ans	910	41	951	290
15/06/2004	Conseil Régional	Investissements cuisine	398 350	40 ans	189 216	9 959	199 175	199 175
11/07/2006	Conseil Régional	Travaux réfection piste de sports	8 088	20 ans	6 470	404	6 875	1 213
16/04/2013	Conseil Régional	Travaux de peinture façades et	22 142	15 ans	14 761	1 476	16 237	5 905
12/12/2013	Conseil Régional	Travaux de mise en accessibilité et rénovation Sède	326 322	30 ans	97 896	10 877	108 774	217 548
17/04/2014	Conseil Régional	Travaux de mise en accessibilité et rénovation St	800 000	30 ans	240 000	26 667	266 667	533 333
07/05/2015	Conseil Régional	Travaux de mise en accessibilité et rénovation St	398 000	30 ans	106 133	13 267	119 400	278 600
27/05/2016	Conseil Régional	Complément travaux de mise en accessibilité et rénovation Sède	16 042	15 ans	8 556	1 069	9 625	6 417
07/07/2017	Conseil Régional	Extension Internat Saint-Pierre (1ère tranche)	400 000	30 ans	80 000	13 333	93 333	306 667
15/06/2018	Conseil Régional	Extension Internat Saint-Pierre (2ème tranche)	399 695	30 ans	66 616	13 323	79 939	319 756
07/06/2019	Conseil Régional	Equipements BAC STI2D	5 157	5 ans	4 126	1 031	5 157	0
07/06/2019	Conseil Régional	Equipements BTS Chimie	15 093	5 ans	12 074	3 019	15 093	0
16/04/2021	Conseil Régional	Equipements BAC STI2D	5 042	5 ans	2 017	1 008	3 025	2 017

Date	Origine	Biens subventionnés	Montant à l'origine	Durée d'amortissement	Montant à l'ouverture	Montant viré au résultat	Montant à la clôture	Montant net
31/05/2024	Conseil Régional	Equipements BAC PRO BTS CIEL ET MOS	10 824	5 ans	0	0	0	10 824
TOTAL			2 805 996		828 776	95 476	924 252	1 881 744



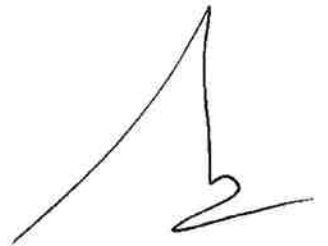
TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques					
	Pensions et obligations similaires					
	Gros entretien	123 315				123 315
	Autres provisions pour charges					
	TOTAL	123 315	0	0	0	123 315
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles					



TABEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEDIES (TABLEAU IX)

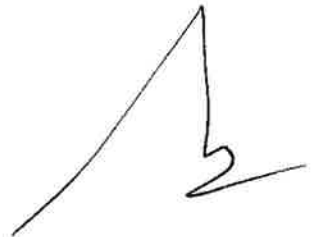
FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Projet ou catégorie de projet 1								
Projet ou catégorie de projet 2								
...								
Contributions financières d'autres organismes								
Projet ou catégorie de projet 3								
Projet ou catégorie de projet 4								
...								
Ressources liées à la générosité du public								
Projet ou catégorie de projet 5								
Projet ou catégorie de projet 6								
...								
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0



TABEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU X)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	cumulées	
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
TOTAL	0	0	0	0



TABEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	13 386	15 876
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles		
Financement des formations par apprentissage		
Forfaits d'externat	1 777 227	1 697 376
<i>dont forfait Etat</i>	702 488	689 567
<i>dont forfait Région</i>	553 161	542 543
<i>dont forfait Département</i>	319 008	314 442
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	202 570	150 825
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	1 790 613	1 713 252
Subventions État	2 813	3 075
Subventions Région		
Subventions Département		
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation	4 055	
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>		
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>		
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	6 868	3 075
Total concours publics et subventions d'exploitation	1 797 481	1 716 327

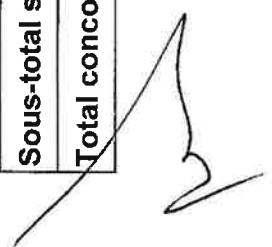


TABLEAU DES MOUVEMENTS DES EMPRUNTS (TABLEAU XII)

DATE D'OCTROI	DATE DE FIN	ORGANISME BANCAIRE	TAUX (F/V)	OBJET	CAPITAL EMPRUNTE	CAPITAL RESTANT DÙ A L'OUVERTURE	CAPITAL REMBOURSE AU COURS DE L'EXERCICE	CAPITAL RESTANT DU A LA CLÔTURE	INTERÊTS COMPTABILISÉS AU COURS DE L'EXERCICE
25/06/04	25/09/24	Caisse d'épargne	5,25%	Construction Saint-Pierre	1 302 834	111 255	102 470	8 785	3 400
05/10/17	05/09/37	Caisse d'épargne	1,47%	Internat Saint-Pierre	700 000	513 880	33 086	480 793	7 332
05/03/05	05/02/25	Crédit Agricole	4,15%	Cuisine Centrale. Séde	500 000	53 477	35 282	18 195	1 553
10/05/15	10/04/30	Crédit Agricole	1,70%	Construction et accessibilité Saint-Pierre	1 200 000	571 212	81 613	489 599	9 077
15/03/15	15/02/30	Crédit Agricole	2,30%	Accessibilité Séde	500 000	237 935	34 333	203 603	5 112
10/09/16	10/07/24	Crédit Agricole	0,99%	Gymnase Séde	130 000	15 530	15 530	0	77
10/09/17	10/08/37	Crédit Agricole	1,47%	Internat Saint-Pierre	700 000	511 141	33 127	478 014	7 291
TOTALUX					5 032 834	2 014 430	335 441	1 678 989	33 842
Intérêts courus sur emprunts 31/08/2024									1 499
Intérêts courus sur emprunts 31/08/2023									1 848
TOTALUX									33 493

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLARISES (Tableau XIII)

CONTRAT D'ASSOCIATION	NOMBRE D'ELEVES					NOMBRE DE CLASSES				
Années scolaires	N-4	N-3	N-2	N-1	N	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Préélémentaire	178	169	167	165	183	6	6	6	6	6
Elémentaire	312	343	348	357	339	13	13	13	13	13
TOTAL PRIMAIRE	490	512	515	522	522	19	19	19	19	19
Collège	494	509	526	552	562	18	18	18	19	20
Lycée général et technologique	170	143	171	211	213	8	8	8	7	8
Lycée professionnel	197	201	202	210	207	10	10	10	10	10
TOTAL SECONDAIRE	861	853	899	973	982	36	36	36	36	38
POST BAC	291	304	283	235	238	12	12	12	12	12
Classes Hors Contrat	68	68	93	132	125	8	8	8	10	11
TOTAL ETABLISSEMENT	1710	1737	1790	1862	1867	75	75	75	77	80
Externes	580	607	644	641	566					
Demi-pensionnaires	1020	1020	1040	1115	1201					
Pensionnaires	110	110	106	106	100					
EFFECTIF MOYEN PAR CLASSE										
Préélémentaire	30	28	28	28	31					
Elémentaire	24	26	27	27	26					
Collège	27	28	28	28	31					
Lycée général et technologique	21	18	21	30	27					
Lycée professionnel	20	20	20	21	21					
Post bac	24	25	24	20	20					

Participations publiques et subventions de fonctionnement (Tableau XIV)

Montant en milliers d'euros	
Participations publiques	1 791
Subventions de fonctionnement	7
TOTAL	1 798

BILAN SOCIAL

TABLEAU DE REPARTITION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL

SERVICES	EFFECTIF EXERCICE 23/24	EFFECTIF EXERCICE 22/23
FONCTIONNEMENT DES LOCAUX		
Ateliers d'entretien	3	3
Personnel de ménage	9	11
Aide technicienne de laboratoire	1	1
Technicienne de laboratoire	1	1
TOTAL FONCTIONNEMENT DES LOCAUX	14	16
ENCADREMENT EDUCATIF		
Aide Maternelle	10	9
Animatrice foyer lycée	3	3
Cadre d'éducation	1	1
Responsable Service Education	1	1
Responsable d'internat	1	1
Surveillance générale	13	12
Catéchiste	3	3
Educateur sportif	1	1
Responsables pédagogiques- Chef des travaux	5	4
Chef d'établissement 1er degré	2	2
TOTAL ENCADREMENT EDUCATIF	40	37
SERVICE MEDICAL		
Infirmière - Secrétaire médicale	1	1
TOTAL SERVICE MEDICAL	1	1
ADMINISTRATION GENERALE		
Chef d'établissement coordonateur	1	1
Adjoint de direction	1	1
Attaché de gestion	1	1
Comptable	2	2
Secrétaire comptable	1	1
Secrétaire de direction	2	1
Responsable et développement FPC	1	1
Chargée de communication et apprentie	2	2
Technicien Informatique et apprenti	3	3
Responsable transports	1	1
Accueil	2	3
Secrétaires	4	4
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE	21	21
TRANSPORT RAMASSAGE SCOLAIRE		
* TOTAL PERSONNEL NON ENSEIGNANT	76	75
PROFESSEURS SOUS CONTRAT OU DELEGUES		
Institutrices	24	23
Enseignants sous contrat	120	118
Enseignants hors contrat	12	9
Assistants	1	1
* TOTAL PROF SOUS CONTRAT OU DELEGUES	157	151
* TOTAL GENERAL	233	226

Base : 31 août de chaque exercice

NOTES

Contributions volontaires en nature :

- 1 Contributions en travail (bénévolat)

Les contributions en travail (bénévolat) ont été valorisés à un taux horaire de 11,76 euros correspondant à la strate 1, degré 4 et à un nombre de points égal à 1085 de la convention collective du personnel de service, administratif et d'éducation. A ce taux horaire, un pourcentage de 35,25% correspondant au montant des charges patronales a été rajouté.

- 520 heures pour l'enseignement de la catéchèse et la pastorale ont été dispensées cette année soit un montant total de 8 271 euros
- 120 heures ont été effectuées pour les sorties pédagogiques ainsi que pour les sorties à la piscine ou ski soit un montant total de 1 909 euros

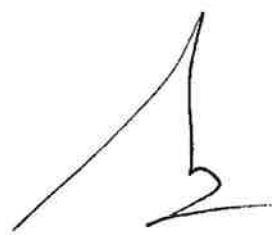
soit au total une valorisation du bénévolat, à hauteur de 10 180 euros.

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat, l'écriture du bénévolat a été enregistrée dans un compte spécial de classe 8

- 2 Contributions en service (mises à disposition de locaux)

L'OGEC bénéficie de 4 prêts à usage (Commodat) portant sur les locaux de la Sède, d'Ossun, du Pradeau et de Saint-Pierre. L'OGEC a valorisé les prêts à usage par l'équivalent loyer.

Le calcul s'effectue en multipliant la surface pondérée (20 485 m²) par le coût au mètre carré. A ce résultat, on applique un coefficient de 3% pour obtenir un montant de loyer annuel estimé de 636 000 euros pour les sites de la Sède, d'Ossun, du Pradeau et de Saint-Pierre. En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat, un équivalent loyer a été comptabilisé au 31/08/2024 pour un montant de 636 000 euros dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8710).



Evaluation du passif social :

Une étude réalisée avec le logiciel MyFides a permis d'évaluer le montant du passif social de l'OGEC au 31 décembre 2024 .

Le tableau ci-dessous présente le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de fin de carrière, selon les éléments démographiques et les paramètres retenus :

- Indemnités de fin de carrière à verser :	755 678 €
- Valeur probable des indemnités à verser :	530 378 €
- Valeur actuelle probable des indemnités à verser :	358 431 €
- Dette actuarielle :	125 033 €

Cette étude a pris en compte différents paramètres propres à chacun des salariés : l'âge, la catégorie socio-professionnelle, l'âge légal de départ à la retraite, l'ancienneté au moment du départ à la retraite, le salaire brut annuel.

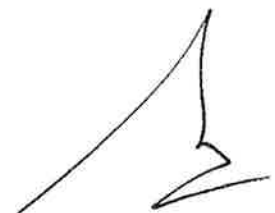
Elle a intégré également d'autres données indispensables spécifiques à l'établissement : la convention collective dont relève l'activité, les hypothèses de progression de salaires et le taux de rotation prévisionnel des salariés.

Les différents paramètres retenus sont les suivants :

- Augmentation annuelle des salaires : 2 %
- Taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 2 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de rotation : 1 %
- Taux de charges sociales patronales :
 - 50 % pour les cadres
 - 41 % pour les agents de maîtrise
 - 25 % pour les non cadres
- Le départ intervient à l'initiative du salarié
- L'année des calculs retenue est 2024
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TH/TF 00-02
- La méthode de calcul retenue est la méthode ANC 2021


Information sur les honoraires du Commissaire aux Comptes :

Le montant des honoraires au titre du contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat s'est élevé à 7 560 euros TTC (montant facturé en 2023/2024).



Rémunération des trois plus haut cadres salariés :

Leur rémunération brute globale s'élève pour l'exercice clos au 31 août 2024 à 213 401 euros.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' shape with a horizontal line extending to the right.